



## **Réponse à la consultation publique de la CRE portant sur les procédures de raccordement aux réseaux de GRTgaz et de TIGF**

25 mars 2013.

### **Question 1 : Considérez-vous que les procédures de raccordement de GRTgaz et TIGF doivent être identiques ?**

Il est souhaitable que les procédures de raccordement de GRT gaz et TIGF convergent, dans un souci de simplification des démarches des acteurs.

### **Question 2 : Avez-vous des observations sur la première étape des procédures de raccordement proposées par les GRT, notamment sur les différences de durée de réalisation des études ?**

Les durées de réalisation des études devraient être sensiblement identiques et surtout conduire si possible, à une accélération des procédures.

### **Question 3 : Avez-vous des remarques sur les propositions des GRT relatives à la phase d'études, notamment sur les différences de délai de réalisation et de durée de validité ?**

Les délais de réalisation des études et durées de validité doivent dans la mesure du possible être les mêmes pour tous.

### **Question 4 : Avez-vous des remarques à formuler sur la phase de contractualisation du raccordement proposée par les GRT ?**

Pas de remarques.

### **Question 5 : Etes-vous favorable à la contractualisation unique (TIGF) ou séparée (GRTgaz) de la phase de réalisation du raccordement et de la vie des ouvrages de raccordement ?**

La contractualisation unique va plutôt dans le sens de la simplification et donc de l'efficacité et de la rapidité qu'attendent les acteurs.

**Question 6 : Avez-vous des remarques à formuler sur l'encadrement et le déroulement des phases de réalisation et de mise en gaz des ouvrages proposés par les GRT ?**

Les propositions de TIGF devraient être alignées sur celles de GRTgaz, tout en allant vers une meilleure information.

**Points complémentaires :**

- Afin de favoriser un placement géographique optimum des raccordements sur le réseau une incitation de type « bonus/malus » pourrait éviter un développement anarchique des installations et des coûts de raccordement disproportionnés.
- Il ne faut pas que les conditions d'accès à la flexibilité intra journalière (délai de prévenance) des sites déjà raccordés soient remises en cause ou restreintes par les nouvelles demandes de raccordement.
- Respecter un juste équilibre entre les coûts individualisés supportés par le porteur de projet et les coûts mutualisés dans la base d'actifs des gestionnaires de réseaux.